

## Note : Soja non-OGM et sources alternatives de protéines non-OGM pour l'alimentation des bovins en Label Rouge

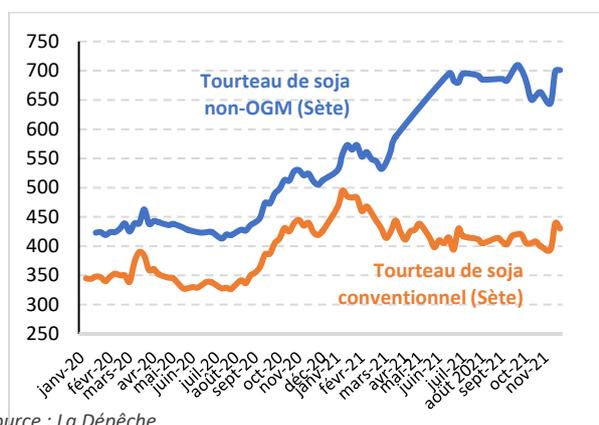
En moyenne en France, le tourteau de soja représente 18% de la ration des bovins. Le développement des SIQO et notamment des Labels Rouges, renforce la demande des matières premières protéiques non-OGM. En effet, les cahiers des charges stipulent tous une alimentation sans OGM (<0,9%) et l'exclusion de produits dérivés de noix palmiste (tourteau kernel et similaire, accusé de favoriser la déforestation). Le soja non-OGM répond aux besoins nutritionnels des animaux mais son origine d'importation, son impact documenté sur la déforestation dans quelques pays majeurs (Brésil notamment), sa disponibilité et la volatilité de ses cours interrogent.

Cette note vise à faire le point sur le marché du soja non-OGM et les alternatives protéiques capables de satisfaire aux cahiers des charges Label Rouge.

### Depuis début 2021, le marché du soja non-OGM s'est tendu

Sur le marché français, la cotation de référence pour le tourteau de soja non-OGM importé concerne le port de Sète. Elle est comparée à celle du tourteau de soja conventionnel sur la même destination, ce qui permet de calculer la prime non-OGM. Depuis 10 ans cette prime est à la hausse mais elle a littéralement explosé au printemps 2021 face à la pénurie de marchandise. La prime est passée de 84 €/t en février 2021 à 289 €/t en septembre 2021 à son maximum. Fin novembre elle est revenue à 271 €/t (Figure 1).

Figure 1 : Prix hebdomadaires des tourteaux de soja Sète en €/t



Source : La Dépêche

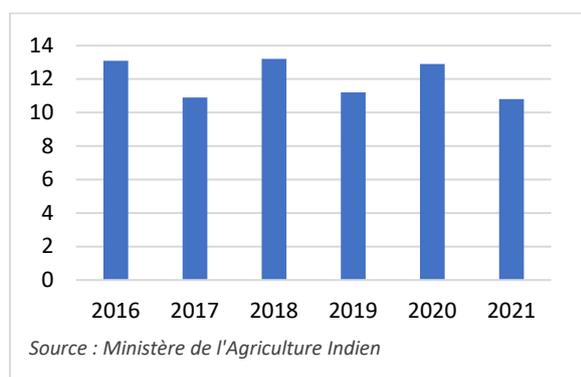
D'un côté la demande a été soutenue avec l'apparition de nouvelles contractualisations de production animales garanties sans OGM, notamment en Europe du Nord. D'un autre côté, l'offre s'est amoindrie pour des raisons conjoncturelles mais aussi structurelles. Les 3 grands bassins de production de soja non-OGM exportable sont le Brésil, l'Inde et le Nigéria.

Au **Brésil**, la prime non-OGM n'est que très partiellement reversée aux producteurs mais

plutôt empochée par les collecteurs et les chargeurs. Du coup, l'incitation à poursuivre cette production est faible, d'autant que les risques de mélange avec des variétés OGM (ultra dominantes dans le pays) sont très élevés, tant au niveau des cultures (pollution des semences, proximités de champs cultivés en variétés OGM) que du transport et du stockage. La production de tourteau de soja non-OGM (qui restait forte notamment dans l'Etat du Paraná) y est donc en diminution d'autant que le marché se spécialise vers de l'export de graines en direction de la Chine, beaucoup moins regardante que l'UE. La ségrégation des productions n'est donc plus la norme au Brésil.

En **Inde**, la totalité de la production de soja est non-OGM. L'accumulation de la crise Covid, des difficultés logistiques et d'une récolte peu satisfaisante a diminué la disponibilité de soja non-OGM pour la campagne 2020/21 (12,9 Mt). Les récoltes pour la campagne 2021/22 sont achevées et affichent un niveau inférieur aux estimations en raison d'averses erratiques entraînant de faibles rendements. La production chuterait de -17 % à 10,8 Mt ce qui pourrait accroître les tensions sur cette matière (Figure 2). De plus, les innombrables manifestations rurales depuis septembre 2020 contre la réforme des marchés agricoles voulue par N. Modi ont encore compliqué la donne, même si le gouvernement fédéral vient tout juste (le 19 novembre 2021) d'y renoncer. Face à la relative pénurie, le prix de soutien a même été augmenté par le Gouvernement (513 \$/t).

Figure 2 : Production indienne de graine de soja en Mt



Le **Nigéria** est un fournisseur d'appoint où la logistique est compliquée voire dangereuse du fait de la situation géopolitique du pays.

Le marché du soja non-OGM reste donc tendu et des risques de pénurie ont été évoqués par les acteurs de l'alimentation animale. Les premières estimations de la prochaine campagne laissent augurer une poursuite de cette tension.

Quelles sont les alternatives au soja pour répondre au cahier des charges Label Rouge, qui soient à la fois moins critiquables que le soja (impact environnemental et social dans les pays exportateurs) mais également moins soumis à la volatilité des marchés ?

Le tourteau de soja contient jusqu'à 47% de protéines. Des tourteaux d'autres oléoprotéagineux tels que le colza ou le tournesol mais aussi les légumineuses sont des alternatives possibles. Nous allons les passer en revue en fonction de leurs avantages et leurs inconvénients économiques et de disponibilités.

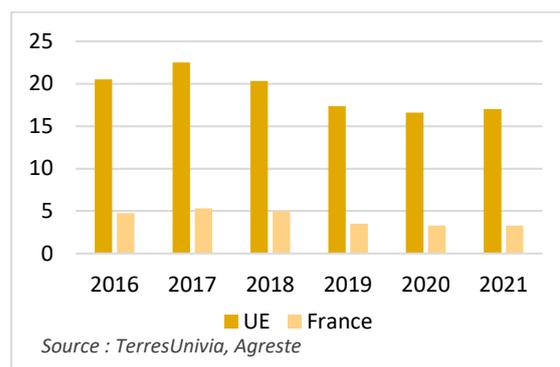
### **Le tourteau de colza**

Le tourteau de colza contient jusqu'à 38% de protéines. Le Canada et l'Union européenne en sont les principaux exportateurs mondiaux. Cependant, le colza de printemps canadien, appelé « canola », est exclusivement OGM. Le tourteau de colza pouvant rentrer dans des formulations Label Rouge est donc quasi-exclusivement d'origine UE.

La campagne 2021/2022 du canola canadien a été désastreuse : c'est la plus mauvaise récolte depuis 2012 à cause des aléas climatiques.

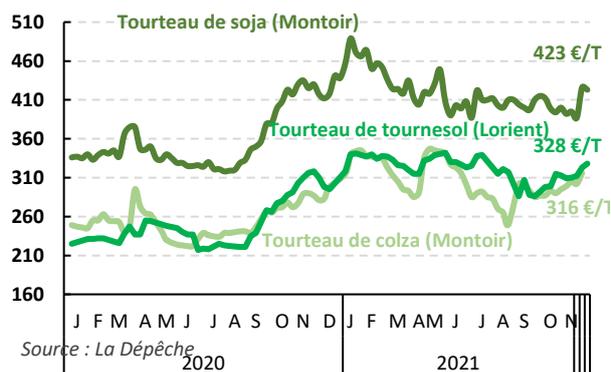
Cette baisse de l'offre canadienne a reporté la demande sur la graine de colza européenne. La production européenne de colza a elle-aussi diminué de -25% depuis 2017 plafonnant en 2021 à 17,1 Mt (Figure 3). Dans le cas de la France la production de colza 2021 est équivalente à celle de 2020. Les rendements sont pourtant en augmentation grâce à des conditions culturales adéquates mais les surfaces ont reculé de 11,8% sur un an.

Figure 3 : Production européenne de graine de colza en Mt



Avec cette situation de forte demande, en septembre 2021, la tonne de colza a atteint des records à 600 €/t. Pour autant les cours élevés des marchés des huiles ont amoindri l'augmentation des prix des tourteaux qui restent compétitifs en prix face à ce du soja à 316 €/t fin novembre (Figure 4). D'un point de vue technico-économique, l'incorporation du tourteau de colza dans la ration devient intéressante lorsque son prix est inférieur de 25% à celui du tourteau de soja. La conjoncture de cette dernière campagne entraîne une hausse des semis 2021/2022 et une estimation de récolte à 18 Mt par la société Stratégie Grains. Il faut toutefois considérer la technicité de la culture de colza (sensibilité aux aléas climatiques à la levée et à la floraison, besoins en engrais azotés dont les prix sont élevés, interdiction d'utilisation de certains produits phytosanitaires) et la possible concurrence avec la production du biodiesel, qui apportent peu de visibilité sur la disponibilité de tourteaux de colza.

Figure 4 : Prix des tourteaux sur le marché français en €/t

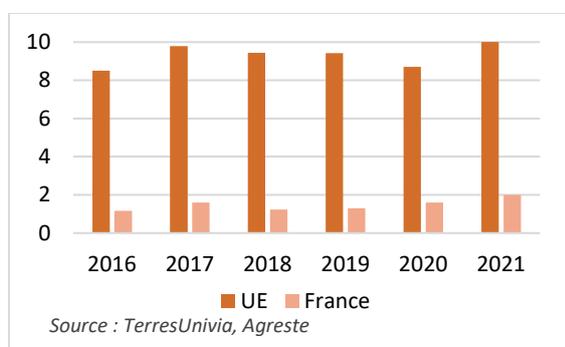


### Le tourteau de tournesol

Le tourteau de tournesol est encore moins riche en protéines brutes avec 36% de protéines au maximum. La Russie, l'Ukraine et l'UE sont les principaux exportateurs mondiaux de tournesol (tourteaux et huiles). La production de tournesol est principalement non-OGM. Sur une production mondiale de 57,57 Mt pour la campagne 2021/2022, 50,90 Mt sont prévues en trituration et les stocks de fin de campagne sont en augmentation.

Pour ce qui est de la campagne 2021/2022, la récolte a été bonne voire record dans certains pays comme l'Ukraine et la France et permet de regonfler les stocks nationaux. Après une diminution de -12% de la production européenne depuis 2017, la récolte 2021 est en augmentation à 10,45 Mt. La récolte française a suivi la même dynamique et a atteint des records grâce à de très bons rendements. (Figure 5).

Figure 5 : Production européen de graine de tournesol en Mt



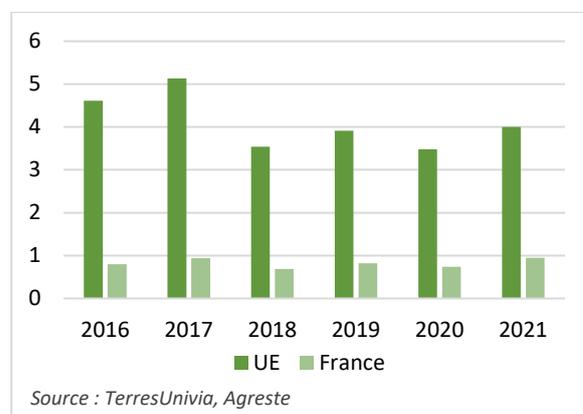
Comme pour les autres matières premières protéiques, les cours restent élevés mais compétitifs face aux autres oléo protéagineux à 328 €/t fin novembre 2021. La conjoncture

actuelle est porteuse pour la filière tournesol qui offre de belles perspectives pour les semis 2022. En effet, face à l'augmentation du coût des engrais et les problèmes de disponibilités d'engrais azotés, le tournesol moins exigeant pourrait être remis sur le devant de la scène.

### Autres alternatives

Les **légumineuses à graines** (pois, féverole, lupin etc.) sont d'autres alternatives. Ces cultures sont exclusivement non-OGM mais leur disponibilité est restreinte (-33% de production dans l'UE en 4 ans) (Figure 6). Des plans nationaux (cf. Cap Protéine en France) incitent à leur développement pour davantage d'autonomie protéique, un des objectifs de la PAC (avec des aides couplées notamment), mais leur intégration pérenne dans les rotations culturales est sous double contrainte de rentabilité (prix insuffisants) et de techniques culturales (difficultés techniques et sanitaires). Ces 2 aspects affectent la compétitivité de ces cultures face aux céréales à paille, surtout quand les prix de vente de ces dernières sont très élevés comme c'est le cas depuis quelques mois.

Figure 6 : Production européen de légumineuse (pois + féverole + lupin) en Mt



les acides aminés de synthèse, qui sont habituels en productions de monogastriques, sont une autre alternative pouvant couvrir les besoins en protéines apportés par le tourteau de soja et répondant aux conditions du cahier des charges Label Rouge. Ils sont issus de synthèse chimique ou biologique pouvant utiliser des bactéries OGM. Ils ne sont pour l'instant que très faiblement utilisés en alimentation des ruminants, tout comme l'urée

qui ajoutée aux fourrages augmente la digestibilité et le taux protéique. Depuis mai 2020, les prix de ces matières ont aussi fortement augmenté, ce qui ne pousse pas à leur utilisation.

Dans le cas des ruminants, une alimentation basée sur une herbe de qualité limitant au maximum les concentrés est aussi une alternative à l'apport de tourteau de soja dans la ration. Les prairies et les fourrages étant produits majoritairement localement rentrent dans les conditions du cahier des charges Label Rouge. Pour la campagne 2021/2022, les conditions météorologiques du printemps et de l'été ont permis de bonnes fauches. Les stocks de foin, d'ensilage et d'enrubannage sont à bon niveau à la fois quantitativement et qualitativement. Maximiser la part d'herbe en l'enrichissant avec des légumineuses en association ou en cultures pures (luzernes, trèfles...) reste une option favorite pour les éleveurs de ruminants. Pour autant, l'augmentation de la part de pâturage nécessite un savoir-faire spécifique (technicité de la prairie, valorisation du pâturage, gestion de la météo et de la variabilité de la pousse, qualité des récoltes...) et surtout des infrastructures adéquates (accessibilité des prairies par les animaux, situation des parcelles) qui peuvent limiter ces stratégies. Une autre possibilité pour les éleveurs de ruminants en zone maïsicole est de cultiver en dérobée des méteils fourragers riches en légumineuses (récoltés en fin d'hiver avant l'implantation des maïs).

Enfin, on peut aussi parier sur l'augmentation de la production nationale de soja. La production est en augmentation constante depuis 5 ans atteignant en 2021, 0,43 Mt (+5%/2020, malgré une diminution des surfaces). Aujourd'hui, le soja français est encore majoritairement tourné vers l'alimentation humaine et couvre moins de 5% des besoins des animaux en soja. Au niveau de l'UE, la production de soja est stable depuis 5 ans à 2,5 Mt.

## Quelles perspectives ?

Les alternatives ci-dessus permettent de limiter la dépendance au soja mais certains élevages monogastriques s'en passent très difficilement aujourd'hui (poulets, poules pondeuses ou encore porcelets). La perspective des programmes nationaux favorisant le développement de culture d'oléoprotéagineux et de légumineuses pourrait stabiliser la production de l'Union Européenne et fournir le marché. L'augmentation des aides couplées à la protéine végétale dans la nouvelle PAC devrait en effet favoriser le développement de ces cultures. En France, le plan Cap Protéines financé sur 2 ans vise à accroître de 50% les surfaces d'oléagineux, de protéagineux et de légumineuses pour atteindre 2 millions d'hectares en 2030. Pour autant, dans le cas d'un passage massif du tourteau de soja non-OGM à d'autres matières premières, la disponibilité de ces dernières pourrait ne pas satisfaire toute la demande et engendrer des problèmes d'approvisionnement pour les démarches de qualité. Il faut aussi tenir compte des contraintes techniques des rations, point non évoqué dans cette note.

Dans la situation actuelle, la prime non-OGM ne retrouvera pas des niveaux inférieurs à 100 €/t comme lors des années passées. Une stabilisation autour de 250 €/t semble faire consensus parmi les importateurs pour les prochains mois. Ces pronostics dépendront des aléas climatiques et sanitaires : le retour de la Niña dans l'océan indien inquiète notamment les marchés pour la logistique de la production de soja en Inde.

Sur le marché du soja conventionnel, des labellisations « non déforestant » sont suivies par les acteurs et pourraient être une autre possibilité de segmentation permettant de passer outre la difficulté d'approvisionnement. Cependant, c'est le Brésil qui est aujourd'hui leader sur ce « label », ce qui pose la question de sa sincérité et de sa crédibilité...

**En conclusion,** l'importation de soja non-OGM est encore une nécessité dans les systèmes actuels même si des alternatives sont en cours de développement. Ces alternatives se heurtent à des contraintes, techniques (difficultés sanitaires, savoir-faire) mais aussi économiques (compétitivité du marché international) limitant leur intérêt face au soja non-OGM d'importation. En outre, si l'une ou l'autre de ces matières premières peut s'avérer plus compétitive en prix que le soja à certaines périodes, les prix d'intérêt s'équilibrent rapidement avec les arbitrages permanents des fabricants d'aliment du bétail. Néanmoins, la disponibilité en soja non-OGM à l'échelle mondiale à des prix abordables est aujourd'hui mise en difficulté par la géopolitique et des événements conjoncturels mais aussi structurels. Cela rend la question de l'autonomie protéique européenne d'autant plus urgente et stratégique.

